

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 18:44 5-11-82 000067340 - 000068404

TLX N 193632-SG B 11/50

TELEX HERDOMADAIRE NR 102 DU 05.11.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

COMMISSION ET COREPER ONT POURSUIVI LA PREPARATION DES CONSEILS ''ENERGIE'' ET ''DEVELOPPEMENT'' DE LA SEMAINE PROCHAINE DONT L'ORDRE DU JOUR ETAIT REPRIS DANS L'INTRODUCTION DE NOTRE DERNIER TELEX. (LE CONSEIL ''DEVELOPPEMENT'' DEVRAIT TRAITER DE L'ENSEMBLE DES PROBLEMES LIES A L'AIDE ALIMENTAIRE : REGLEMENT-CADRE ET QUANTITES COMPLEMENTAIRES POUR 1982, INCLUS LES AIDES A L'UNRWA).

DE CON COTE, LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL DESTINEE A CONSTITUER LA BASE DES TRAVAUX DU CONSEIL ECO-FIN/AFFAIRES SOCIALES (''JUMBO'') DU 16 NOVEMBRE QUI SERA PRINCIPALEMENT CONSACRE AU PROBLEME DU CHOMAGE DANS LA COMMUNAUTE. CETTE COMMUNICATION S ARTICULE AUTOUR DE TROIS AXES PRINCIPAUX :

- RENFORCEMENT DU CADRE ECONOMIQUE,
- REORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL,
- ACCROITRE LES POSSIBILITES D EMPLOI POUR LES JEUNES.

LA PREPARATION DU CONSEIL ''JUMBO'' SERA REPRISE LA SEMAINE PROCHAINE PAR LE COREPER SUR BASE DE LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION ET DE PROJETS DE CONCLUSIONS EN COURS D'ELABORATION.

ENFIN, LE COREFER A PASSE EN REVUE LES PRINCIPAUX POINTS ECONOMIQUES, FINANCIERS ET MONETAIRES DU CONSEIL ''ECO/FIN'' DU 15 NOVEMBRE : PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT, SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE ET NIC III.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL ''RECHERCHE'' (4 NOVEMBRE)

LE CONSEIL A ARRETE UNE ORIENTATION COMMUNE SUR :

- A) LA PHASE PILOTE DU PROGRAMME ''ESPRIT'' POUR UNE ACTIVITE COMMUNAUTAIRE DE R ET D SUR 15 PROJETS DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L INFORMATION : LE FINANCEMENT EN SERA ASSURE POUR MOITIE PAR LA COMMUNAUTE (ESTIMATION 11.5 MECU) ET PAR LES ORGANISMES DE RECHERCHE CONTRACTANTS?
- B) LA PHASE EXPERIMENTALE 1983 D'UNE ACTION DE STIMULATION DU POTENTIEL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTE DANS LES SEPT DOMAINES PROPOSES PAR LA COMMISSION (COUT 7 MECU).

| | |
|------|-----------------|
| 1 | RD-RS |
| TR. | BJ ³ |
| I.S. | ✓ |
| FIN. | — |
| AGR. | ✓ |
| ENE. | — |
| R.D | ✓ |
| ADM. | — |
| S.A. | ✓ |
| | mmB |
| | C.F. |

IRCI Global Telegram

IRCI Global Telegram

IRCI

Telegram

IRCI Global Telegram

IRCI Global Telegram

IRCI

APRES EXAMEN APPROFONDI DES PROBLEMES QUE POSE LE PROJET ''SUPER SARA'', LE CONSEIL S'EST ACCORDE UN DELAI DE REFLEXION SUR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION POUR LA REVISION DU PROGRAMME 1983 ET LE PROGRAMME PLURI ANNUEL 1984-87 DU CENTRE D ISPra.

ENFIN, LE CONSEIL A ADOPTE UN PROGRAMME QUINQUENNAL DE RECHERCHE POUR UN SYSTEME DE TRADUCTION AUTOMATIQUE DE CONCEPTION AVANCEE VISANT A SURMONTER LES OBSTACLES DE NATURE LINGUISTIQUE AU DEVELOPPEMENT DES ECHANGES ET A LA PLEINE UTILISATION DE LA TELE-INFORMATIQUE ET DES RESEAUX DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION (COUT 16 MECU).

2.2 QUESTIONS BUDGETAIRES

BUDGET 83 : LE PARLEMENT A CLOTURE TARD JEUDI 28 OCTOBRE SA PREMIERE LECTURE. IL A ADOPTE DES AUGMENTATIONS NETTES DE DEPENSES NON OBLIGATOIRES DE 667,5 MIO ECUS EN CREDITS DE PAIEMENT (L'AUGMENTATION POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET LES PAYS TIERS REPRESENTENT 159.4 MIO) ET DE 1.440,6 MIO EN CREDITS D'ENGAGEMENTS. LE PARLEMENT A EXCEDE AINSI SENSIBLEMENT. LA MARGE DE MANOEUVRE RECONNUE PAR LE CONSEIL, MAIS LE RAPPORTEUR GENERAL ET LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES BUDGETS ONT SOULIGNE LA VOLONTE DU PARLEMENT D'EVITER UN CONFLIT.

EN CE QUI CONCERNE LES DEPENSES OBLIGATOIRES, LE PARLEMENT A PROPOSE DES REDUCTIONS NETTES DE 46,4 MIO ECUS. LES DIMINUTIONS CONCERNANT LE FEOGA ''GARANTIE'' S'ELEVENT A 36,8 MIO ECUS (PRODUITS LAITIERS). EN OUTRE, IL A ETE CREE UNE RESERVE DE 137 MIO ECUS AU SEIN MEME DU FEOGA 'GARANTIE' QUI, SI ELLE N'ETAIT PAS UTILISEE A CETTE FIN, POURRAIT ETRE AFFECTEE A DES DEPENSES SOCIALES ET REGIONALES.

LE 22 NOVEMBRE, LE CONSEIL PROCEDERA A SA DEUXIEME LECTURE. ON ESCOMPTE QUE LE MEME CONSEIL POURRAIT EGALEMENT STATUER SUR L'AVANT-PROJET DE BUDGET RECTIFICATIF ET SUPPLEMENTAIRE' NR 2/1982. LA COMMISSION A OBSERVE QU'IL S'AGISSAIT EXCLUSIVEMENT D'UN BUDGET RECTIFICATIF PUISANT DANS LES CREDITS NON CONSOMMES ET RAPPELE QU'IL S'AGISSAIT DE METTRE EN OEUVRE LA DECISION DU CONSEIL DU 26 OCTOBRE 1982.

IL SEMBLE ENFIN QU'APRES LEVEE DE LA RESERVE FRANCAISE, UN CONSENSUS UNANIME SOIT ATTEINT POUR LA COMPENSATION EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI ET DE L'ALLEMAGNE DANS LE BUDGET 1982. LES EFFORTS VONT PORTER MAINTENANT SUR LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION POUR LES ANNEES ULTERIEURES, SOLUTION QUI DEVRAIT INTERVENIR AVANT FIN

2.3 MARCHES AGRICOLES (PRODUITS LAITIERS)

LA COMMISSION A ADOPTE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES DESTINEES A PREVENIR UN ACCROISSEMENT DES STOCKS DE PRODUITS LAITIERS. (LES LIVRAISONS DE LAIT ONT AUGMENTE DE 2.7 0/0 EN 1982 ET LA PRODUCTION DE BEURRE ET POUDDRE DE LAIT DE 6 A 7 0/0, EXCEDANT SENSIBLEMENT LE SEUIL FIXE POUR LA CAMPAGNE EN COURS).

ELLE A D'ORES ET DEJA FAIT PART DE SON INTENTION DE PROPOSER UNE REDUCTION DE 2.2 0/0 DU PRIX D'INTERVENTION POUR LA PROCHAINE CAMPAGNE ET, POUR L'IMMEDIAT, DECIDE DE :

- SUBVENTIONNER LA VENTE DE 120 000 T. DE BEURRE : NOEL,
- AUGMENTER D'UN TIERS LA SUBVENTION DU BEURRE DESTINE AUX BENEFICIAIRES DE L'ASSISTANCE SOCIALE, (''BEURRE SOCIAL'')

A NE PLUS EXCLURE LE BEURRE DES EXPORTATIONS VERS L'URSS. CELLES-CI SERONT SOUMISES DANS LE CADRE DES PROCEDURES D'ADJUDICATION A UNE SURVEILLANCE ETROITE, AU NIVEAU DES QUANTITES, DES PRIX ET DE L'OPPORTUNITE QUANT A LA DATE DES EXPORTATIONS.

2.4 MARCHÉ INTERIEUR

LA COMMISSION A DECIDE D'ENTAMER CONTRE LA FRANCE LA PROCEDURE DE L'ART. 169 (MISE EN DEMEURE) POUR DEUX MESURES QU'ELLE ESTIME CONSTITUER UNE INFRACTION A LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES DANS LA COMMUNAUTE (ART. 30) :

- OBLIGATION DE DEDOUANEMENT A POITIERS DES MAGNETOSCOPES DESTINES AU MARCHÉ FRANCAIS.
 - EMPLOI OBLIGATOIRE DE LA LANGUE FRANCAISE DANS LES DOCUMENTS DOUANIERS ACCOMPAGNANT LES PRODUITS IMPORTES.
- LA COMMISSION A PAR AILLEURS DECIDE DE SAISIR LA COUR DE JUSTICE D'UNE DECISION DE 1979 DE LA FRANCE D'IMPOSER DES REGLES DE MARQUAGE D'ORIGINE SUR LES TEXTILES IMPORTES ET D'ADRESSER UN AVIS MOTIVE AU ROYAUME UNI POUR LE MEME MOTIF.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 BRESIL

PAR SA VISITE OFFICIELLE DU 3 AU 6 NOVEMBRE AU BRESIL, LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP A VOULU MONTRER L'IMPORTANCE QUE LA COMMUNAUTE ATTACHE AU DEVELOPPEMENT ET A LA RELANCE DE SES RELATIONS AVEC L'ENSEMBLE DES PAYS DE L'AMERIQUE LATINE QUI AVAIENT ETE AFFECTEES PAR LA CRISE DE L'ATLANTIQUE SUD.

M. HAFERKAMP A VOULU EGALEMENT SOULIGNER LA PORTEE DE L'ACCORD AVEC LE BRESIL ENTRE EN VIGUEUR LE 1ER OCTOBRE DERNIER QUI DOIT FOURNIR UN CADRE INSTITUTIONNEL SOUPLE ET STABLE AUX RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES QUI SE SONT DEVELOPPEES PROGRESSIVEMENT AU COURS DE LA DERNIERE DECENNIE. A CETTE OCCASION, LE VICE-PRESIDENT A SIGNE LA PREMIERE TRANCHE DE 200 MILLIONS DE DOLLARS D'UN PRET COMMUNAUTAIRE AU PROJET MINIER DE CARAJAS QUI S'ELEVERA AU TOTAL A 600 MILLIONS.

3.2 INDE/NEPAL

A L'OCCASION DE SON VOYAGE OFFICIEL EN INDE DU 31 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE, LE PRESIDENT THORN A INAUGURE LA ''JOURNEE EUROPEENNE'' A LA FOIRE INTERNATIONALE DE LA NOUVELLE DELHI A LAQUELLE LA COMMUNAUTE EST PRESENTE POUR LA PREMIERE FOIS EN TANT QUE TELLE. SON PAVILLON, QUI REGROUPAIT CEUX DES DIX ETATS MEMBRES ET S'ETEND SUR 3 000 M2, CONSTITUE UNE DES REPRESENTATIONS ETRANGERES

LES PLUS MARQUANTES. M. THORN A EGALEMENT INAUGURE LE ''CONSEIL DES CHAMBRES DE COMMERCE DE LA COMMUNAUTE EN INDE'' QUI COORDONNERA LES ACTIVITES DES CHAMBRES DE COMMERCE DES ETATS MEMBRES.

LA SEMAINE PROCHAINE, DU 7 AU 9 NOVEMBRE, LE PRESIDENT ENTREPREN-
DRA UNE VISITE OFFICIELLE AU ROYAUME DU NEPAL.

3.3 COMITE MIXTE CEE-ASEAN (THAILANDE 2/4 NOVEMBRE)

LA 3EME REUNION A PERMIS UN ECHANGE DE VUES APPROFONDI SUR LE
DEVELOPPEMENT SATISFAISANT DES THEMES DE COOPERATION BILATERALE:

- PROGRAMME DE PROMOTION COMMERCIALE POUR 1983 ET SEMINAIRE
SPG A DJAKARTA DEBUT 1983.
- CONFERENCE INDUSTRIELLE A KUALA-LUMPUR 28 FEVRIER/2 MARS 83.
- PREPARATION D'UNE PREMIERE REUNION D'UN "EEC-ASEAN BUSINESS
COUNCIL" POUR LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES ET DES INVESTISSE-
MENTS.
- PROJETS REGIONAUX EN DISCUSSION DANS LE "JOINT INTERACT
ASEAN FINANCE CORPORATION"
AINSI QUE LES AUTRES THEMES DE COOPERATION : FORMATION, RECHERCHE,
MINES, NOTAMMENT.

LES DISCUSSIONS ONT EGALEMENT PORTE SUR LE DEVELOPPEMENT DES
ECHANGES, LA SITUATION ECONOMIQUE DES DEUX PARTIES, LA COOPERA-
TION FINANCIERE ET TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTE (1/5 EME DE L AIDE
TOTALE AUX PVD NON ASSOCIES) AINSI QUE SUR LA REUNION MINISTE-
RIELLE DU GATT ET LES ACCORDS INTERNATIONAUX PAR PRODUITS.

3.4 SESSION MINISTERIELLE DU GATT

LE COREPER A CONFIRME A SON NIVEAU LES RESULTATS DU COMITE 113
TITULAIRES QUI AVAIT ARRETE LE 29 OCTOBRE LA POSITION COMMUNE
DES DIX AU SUJET DE LA PREPARATION DE LA SESSION MINISTERIELLE
QUI SE TIENDRA DU 24 AU 26 NOVEMBRE A GENEVE. LA PRESIDENCE A
INDIQUE QU'IL N'ENTRAIT PAS DANS SES INTENTIONS DE CONVOQUER UN
CONSEIL SPECIAL SUR CE SUJET.

LE TEXTE AUQUEL A ABOUTI LE COMITE COUVRE TOUS LES ELEMENTS ES-
SENTIELS NECESSAIRES AU NEGOCIATEUR DE LA COMMUNAUTE : DECLARA-
TION POLITIQUE, CLAUSE DE SAUVEGARDE, AGRICULTURE, PVD, SUBVEN-
TIONS ET REGLEMENT DES DIFFERENDS.

DERNIERE MINUTE :

LE COREPER DOIT ENCORE DISCUTER CE VENDREDI SOIR DES PERSPECTIVES
DU CONSEIL "PECHE" DE LA SEMAINE PROCHAINE.

F. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR

CORRIGENDUM :
VEUILLEZ LIRE PARA. 2.2. DERNIER ALINEA
..... INTERVENIR AVANT FIN NOVEMBRE.....
NNNN

*
EURCOM WSH